

Une violence de masse

- Les combattants subissent une **violence de masse** liée à l'usage de l'**artillerie** (obus) et des mitrailleuses, mais aussi des gaz, avions et chars. Dans les tranchées, les soldats souffrent des conditions de vie et de combat.
- Les civils subissent des bombardements et le rationnement. Les populations des territoires occupés par les Allemands et les Autrichiens sont victimes de travail forcé, de confiscations ou de représailles. Dans l'Empire ottoman, les Arméniens sont victimes d'un génocide.

Des sociétés mobilisées dans la guerre

- L'arrière est mobilisé : les États font appel aux femmes pour travailler dans les champs ou dans les usines de production militaire. Des travailleurs étrangers viennent des colonies.
- Les industries se reconvertissent dans la production militaire. Pour financer la guerre, les États s'endettent, augmentent les impôts et les taxes et font appel à l'épargne des citoyens (emprunts).
- Les États **censurent** les informations et développent la **propagande** pour convaincre les populations que la guerre est juste et que les opérations militaires se déroulent bien.

La fin de la guerre et ses conséquences

- La Première Guerre mondiale fait plus de 10 millions de morts, dont près de 9 millions de soldats. Des millions d'autres sont gravement mutilés ou traumatisés. De nombreuses femmes et enfants deviennent veuves et orphelins.
- Les territoires du Nord et de l'Est de la France et de la Belgique sont ravagés par la guerre. L'Europe, endettée, connaît des difficultés économiques. Les États-Unis, préservés des combats, deviennent la première puissance mondiale.
- Les traités de paix imposés par les vainqueurs bouleversent la carte de l'Europe. La Société des nations (SDN), créée pour maintenir la paix dans le monde, suscite de grands espoirs. L'Europe connaît d'importants troubles sociaux qui trouvent leur origine dans la révolution russe.

Vocabulaire

- **L'artillerie** : utilisation des canons qui tirent des obus.
- **La censure** : intervention de l'État visant à contrôler la diffusion de l'information et à interdire les idées ou nouvelles jugées dangereuses.
- **Une guerre totale** : mobilisation humaine, économique, culturelle et morale de toute la société pour gagner la guerre.
- **La propagande** : communication destinée à répandre certaines idées dans l'opinion publique.
- **La violence de masse** : violences extrêmes exercées à grande échelle contre les militaires et les civils.

La mise en place des régimes totalitaires

- En Allemagne, le nouveau régime créé après la Première Guerre mondiale est très fragile. Le parti nazi apparaît en 1919. Le traité de Versailles est perçu comme un « Diktat » imposé à l'Allemagne.
- Dans le contexte de crise économique, les nazis remportent les élections en mars 1933 et Hitler est nommé **chancelier**. Il prend tous les pouvoirs et supprime les libertés individuelles. En 1935, il met en place les lois de Nuremberg. L'Allemagne devient une dictature totalitaire raciste et antisémite.
- En URSS, à la mort de Lénine en 1924, Staline prend le pouvoir et élimine ses rivaux. Il collectivise l'économie dans les années 1930. Il met en place une dictature et supprime les libertés.

Des sociétés embrigadées et contrôlées

- En Allemagne nazie et en URSS, tous les moyens d'information sont contrôlés par l'État. La propagande développe le **culte de la personnalité**, autour de la figure du chef. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont **embrigadés** dans des organisations de jeunesse.
- Toute opposition au parti unique est interdite. Les opposants sont traqués par une police politique et envoyés dans des camps (camps de concentration en Allemagne, goulag en URSS).

La résistance des démocraties

- Le Royaume-Uni et la France font face à la montée des partis d'extrême droite. La crise économique des années 1930 fait monter le chômage. L'impuissance des gouvernements et leur instabilité provoquent une montée de l'**antiparlementarisme**. Face aux ligues d'extrême droite, les partis de gauche s'unissent en 1935.
- Le Front populaire remporte les élections de 1936. De grandes lois sociales donnent de nouveaux droits aux ouvriers (semaine de 40 h, congés payés, création des délégués ouvriers dans les usines). Les accords de Matignon établissent un dialogue entre les syndicats et le patronat. La crise économique et les divisions provoquent la démission de Léon Blum en juin 1937.
- La peur d'un nouveau conflit empêche les démocraties de s'opposer aux coups de force d'Hitler : par les accords de Munich (1938), le gouvernement français accepte l'annexion des Sudètes et le démantèlement de la Tchécoslovaquie, alliée de la France.

Vocabulaire

- **L'antiparlementarisme** : opposition au régime parlementaire, accusé de favoriser l'instabilité gouvernementale et la corruption.
- **Le chancelier** : chef du gouvernement en Allemagne.
- **Le communisme** : idéologie qui veut créer une société sans classe sociale et dans laquelle la propriété privée est abolie.
- **Le culte de la personnalité** : propagande poussant à considérer un homme comme un héros ou un surhomme.
- **Une démocratie** : régime politique dans lequel le pouvoir appartient au peuple.
- **L'embrigadement** : contrôle de la pensée et des opinions, par la propagande et l'éducation.
- **Une idéologie** : ensemble d'idées politiques, économiques et sociales qui constituent une vision du monde et guident le choix d'un système politique.
- **Le nazisme** : idéologie raciste, antisémite, agressive et totalitaire élaborée par Hitler.
- **Un régime totalitaire** : dictature qui contrôle l'ensemble de la société.

L'univers concentrationnaire nazi

- Dès 1933, la terreur nazie s'abat sur les opposants politiques, les homosexuels, les « asociaux » ou les handicapés. Un réseau de camps de concentration nazis est mis en place. Pendant la guerre, la répression contre les résistants entraîne une hausse très importante du nombre de détenus.
- Les conditions de détention sont effroyables : souffrant du froid, de la faim ou de la maladie, les détenus sont soumis à la brutalité et aux violences quotidiennes des SS. Ils sont loués aux usines de guerre installées à proximité des camps et sont exterminés quand ils ne peuvent plus travailler.

Les génocides des Juifs et des Tziganes

- À partir de septembre 1939, les nazis regroupent les Juifs dans des **ghettos** en Pologne, où le surpeuplement et les conditions de vie entraînent une mortalité importante. Après l'invasion de l'URSS en juin 1941, des **Einsatzgruppen** fusillent des centaines de milliers de Juifs.
- L'extermination est décidée en janvier 1942 : c'est la **Solution finale**. De nouveaux camps sont mis en place : ce sont des **centres de mise à mort** comme Treblinka ou Auschwitz-Birkenau. Les Juifs déportés sont gazés, puis incinérés dans des fours crématoires. Les Tziganes sont aussi victimes d'un **génocide**. Environ 6 millions de Juifs et 250 000 Tziganes sont exterminés par les nazis.

Nuremberg, condamner les crimes nazis

- Les armées alliées libèrent les camps au printemps 1945. Les crimes sont d'une telle gravité et d'une telle singularité que les Alliés décident de traduire les responsables nazis devant un tribunal international : le tribunal de Nuremberg.
- Vingt-deux responsables nazis sont jugés et pour la plupart condamnés. Deux nouveaux termes sont inventés pour qualifier ces crimes : génocide et **crimes contre l'humanité**.

Vocabulaire

- **Un centre de mise à mort (ou camp d'extermination)** : camp destiné à l'extermination immédiate des Juifs et des Tziganes.
- **Un crime contre l'humanité** : actes inhumains et persécutions commis de façon systématique contre une population.
- **Les Einsatzgruppen** : unités de soldats SS et de policiers allemands chargés d'arrêter et d'exécuter les Juifs dans les territoires soviétiques occupés.
- **Un génocide** : mise à mort programmée, méthodique et organisée de tout un peuple en raison de son origine, de sa religion, de son appartenance ethnique ou culturelle.
- **Un ghetto** : quartier fermé destiné à isoler une communauté.
- **La Shoah** : mot hébreu signifiant « catastrophe », utilisé pour désigner l'extermination des Juifs européens.
- **La Solution finale** : expression employée par les nazis pour désigner l'extermination des Juifs entre 1942 et 1945.

Le traumatisme de la défaite

- En juin 1940, l'armée française est battue par l'armée allemande. La signature de l'armistice par le maréchal Pétain, président du Conseil, le 22 juin met fin aux combats qui ont poussé des millions de civils à l'exode.
- L'armistice entraîne l'occupation des deux tiers du pays par l'armée allemande. Le gouvernement s'installe à Vichy, en zone libre. La vie sous l'Occupation est difficile.
- Dès le 10 juillet 1940, une majorité de parlementaires vote les pleins pouvoirs à Pétain, mettant fin à la IIIe République. Il instaure l'État français (régime de Vichy).

Vichy et la collaboration

- Rejetant les valeurs républicaines et la démocratie, le régime de Vichy encourage une « Révolution nationale » résumée dans la devise « Travail, famille, patrie ». Il s'agit d'un régime autoritaire reposant sur le culte du maréchal.
- L'entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler lance la **collaboration** d'État. Celle-ci prend plusieurs formes : livraison de matières premières, STO à partir de 1943. La **Milice** traque les Juifs, les réfractaires au STO et les résistants.
- L'État français participe à la politique antisémite nazie par des lois d'exclusion et la déportation de 75 000 Juifs.

La résistance

- La **Résistance** naît en réaction à l'armistice et au régime de Vichy. L'appel du général de Gaulle, le 18 juin 1940, à Londres, en est l'acte fondateur. Il s'impose comme le chef de la **France libre**, aidé par des gouverneurs de certaines colonies françaises, comme Félix Eboué au Tchad.
- Parallèlement, la Résistance intérieure se développe. **Réseaux** et **maquis** assument des missions de renseignement, de sabotage ou de combat. Les résistants sont soumis aux dangers de la clandestinité et de la répression : 70 000 sont déportés. Jean Moulin rassemble en 1943 les différentes organisations au sein du Conseil national de la Résistance (CNR).
- Les débarquements alliés en Normandie et en Provence et l'action des **FFL** permettent la Libération du territoire.

Vocabulaire

- **La collaboration** : coopération avec l'occupant nazi.
- **Les forces françaises de l'intérieur (FFI)** : regroupement de l'ensemble des groupes armés de la Résistance intérieure à partir de 1944.
- **Les forces françaises libres (FFL)** : nom donné aux troupes de la Résistance basées à Londres (la France libre). Elles combattent aux côtés des Alliés.
- **Un maquis** : région isolée, souvent en montagne ou dans des zones à la végétation dense, servant de base arrière d'opération pour un groupe de résistants.
- **La Milice** : organisation policière créée en 1943 par le régime de Vichy pour traquer les Juifs, les réfractaires au STO et les résistants.
- **Un réseau** : organisation clandestine de la Résistance intérieure menant des activités de sabotage, de renseignement ou d'évasion.
- **La résistance** : ensemble des organisations clandestines luttant contre l'occupation allemande pendant la Seconde guerre mondiale.

Rétablir la République

- À partir de juin 1944, le **Gouvernement provisoire de la République française (GPRF)**, dirigé par Charles de Gaulle et formé de résistants, gouverne le territoire métropolitain libéré. Paris est libérée en août et redevient la capitale. Le GPRF s'appuie sur le programme d'action défini par le **Conseil national de la Résistance (CNR)**.
- Le GPRF obtient que le territoire soit rapidement évacué par les troupes alliées et désarme les anciens résistants pour que la justice soit exercée par l'état, dans le cadre de la légalité républicaine.
- Pour mettre fin à la violence, éviter les humiliations et les exécutions sommaires, il organise le jugement des anciens collaborateurs : c'est l'**épuration** légale.

Reconstruire le pays

- Les dégâts matériels sont considérables : les transports sont complètement désorganisés, la production industrielle est faible et certaines villes sont presque entièrement détruites. Deux millions de personnes sont encore prisonnières en Allemagne.
- L'économie est réorganisée et les secteurs jugés essentiels à la reconstruction sont **nationalisés** (dossier 2). Le commissariat au Plan (1946) organise la reconstruction, en donnant la priorité à la production énergétique (électricité, charbon).
- Le GPRF instaure une **démocratie sociale**.

Restaurer la démocratie

- Les femmes obtiennent le droit de vote dès avril 1944. Le Gouvernement provisoire rétablit la démocratie, en organisant des élections municipales dès le printemps 1945, puis des élections législatives en octobre. Par référendum, les Français décident également de se doter d'une nouvelle **Constitution**.
- En 1945, trois partis remportent les élections législatives : le PCF, la SFIO et le MRP. L'Assemblée nationale rédige une nouvelle Constitution, qui fonde la IV^e République. Les communistes et les socialistes appellent alors à prolonger l'action du Front populaire. De Gaulle s'oppose à la IV^e République et démissionne en 1946.

Vocabulaire

- **Le Conseil national de la Résistance (CNR)** : union de la Résistance (mouvements, partis et syndicats de la Résistance intérieure), créée en 1943 par Jean Moulin.
- **Une Constitution** : ensemble de lois fixant les règles de fonctionnement du pouvoir au sein d'un État.
- **Une démocratie sociale** : démocratie qui, en plus de donner le pouvoir au peuple, essaie de mettre en œuvre une meilleure répartition des richesses.
- **L'épuration** : ensemble des traitements visant à punir les personnes accusées d'avoir collaboré avec l'ennemi.
- **Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF)** : gouvernement qui dirige la France de juin 1944 jusqu'au début de la IV^e République (octobre 1946).
- **Une nationalisation** : prise de contrôle d'une entreprise privée par l'État.

Femmes, jeunes et immigrés dans la société

- La population active se féminise, mais les femmes restent moins payées que les hommes. Les femmes s'émancipent.
- Jusqu'en 1975, la France s'ouvre aux travailleurs immigrés pour faire face aux besoins de la reconstruction. Les immigrés sont victimes du racisme.
- La population française augmente et rajeunit grâce au **baby-boom**. En mai 1968, un mouvement social de masse (grèves et manifestations) est enclenché par la jeunesse étudiante parisienne, suivie par le monde ouvrier. Les revendications sont tournées contre le pouvoir gaulliste. Elles révèlent de nouvelles aspirations de la jeunesse.

Vivre et penser autrement

- À partir de 1973, la **désindustrialisation** fait reculer l'emploi industriel, au bénéfice du secteur tertiaire. Le chômage de masse fait son apparition et touche surtout les jeunes, les femmes, les immigrés, les personnes de plus de 50 ans.
- Les Français s'enrichissent et entrent dans la **société de consommation**. Avec l'allongement des congés payés, les vacances se démocratisent. La famille change : le mariage recule et le divorce progresse. L'influence des syndicats et des partis politiques diminue. L'individualisme s'impose dans les années 1980.
- La culture de masse se développe (livre de poche, cinéma, radio, télévision). Une culture jeune naît dans les années 1960 : les yéyés. Le ministère des Affaires culturelles d'André Malraux mène une politique de démocratisation culturelle, renforcée par Jack Lang après 1981.

Répondre aux évolutions sociales par la loi

- Les gouvernements répondent aux attentes en adoptant de nouvelles législations. Un salaire minimum, le **SMIC**, est créé en 1970.
- Les jeunes obtiennent le droit de vote à 18 ans (au lieu de 21 ans) en 1974. Des lois majeures concernant l'université (aide aux étudiants, professionnalisation, etc.) sont mises en place.
- Un secrétariat d'État à la Condition féminine est institué en 1974. Le droit à l'avortement et à l'égalité professionnelle ouvrent la voie à l'**émancipation** des femmes.

Vocabulaire

- **Le baby-boom** : période de forte natalité, de 1942 aux années 1970.
- **La désindustrialisation** : disparition progressive des activités industrielles, remplacées par des activités tertiaires.
- **L'émancipation** : libération d'un état de dépendance, d'une domination.
- **Le SMIC** : niveau minimum du salaire horaire fixé par l'État.
- **La société de consommation** : société dans laquelle les consommateurs sont poussés à consommer en grande quantité.
- **Les Trente Glorieuses** : période de forte croissance économique en Occident et en France, de 1945 au premier choc pétrolier de 1973.

H07 Indépendances et construction de nouveaux États

Des puissances coloniales affaiblies

- Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les revendications d'indépendance ressurgissent, alors que les métropoles sont affaiblies matériellement et moralement.
- Ces mouvements nationalistes sont soutenus par les États-Unis et l'URSS. De plus, pendant le conflit mondial, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est affirmé comme l'un des buts de guerre des alliés puis est inscrit dans la Charte des Nations unies en 1945.

Le processus de décolonisation

- Une première phase de **décolonisation** (1945-1955) touche l'Asie. L'Inde et le Pakistan deviennent indépendants en 1947 à la suite de négociations avec les Britanniques, mais dans un climat de grande violence et d'affrontements interconfessionnels. L'Indochine sous autorité française ne s'émancipe qu'en 1954, après un long conflit armé.
- La décolonisation se poursuit en Afrique à partir du milieu des années 1950. La Tunisie, le Maroc et les colonies d'Afrique noire (AEF et AOF) obtiennent leur indépendance après des négociations. En revanche, en Algérie, le **FLN** n'obtient l'indépendance qu'en 1962, après huit ans de guerre.

Les difficultés des nouveaux États

- En 1955, la conférence de Bandung marque l'affirmation collective de ces nouveaux États, qui déclarent leur **non-alignement**. Ils tentent ainsi de s'émanciper de toute nouvelle domination, pour former le **tiers-monde**.
- Ils affirment également leur volonté de peser sur les grandes orientations du monde dans tous les domaines, économique, politique et diplomatique. Mais les nouveaux États sont fragiles. Ils peinent à développer leur économie et certains connaissent de graves difficultés politiques. Ils sont également confrontés au **néocolonialisme**.

Vocabulaire

- **La décolonisation** : processus par lequel une colonie accède à l'indépendance.
- **Le FLN** : mouvement indépendantiste algérien (Front de libération nationale).
- **Le néocolonialisme** : domination économique des pays pauvres par les pays riches après leur accès à l'indépendance.
- **Le non-alignement** : refus de rentrer dans la logique des blocs imposée par la guerre froide.
- **Le tiers-monde** : les pays pauvres qui souhaitent n'appartenir à aucun des deux blocs pendant la guerre froide (l'expression est créée en référence au tiers état sous l'Ancien Régime en France).

H08 Un monde bipolaire au temps de la guerre froide

Deux modèles opposés

- En février 1945, la conférence de Yalta décide du sort de l'Allemagne. L'Organisation des Nations Unies (ONU) est créée en juin. tandis que l'URSS met en place des régimes socialistes en Europe de l'Est (**satellisation**), les États-Unis fournissent l'aide du plan Marshall à l'Ouest.
- Les États-Unis et l'URSS reposent sur deux modèles radicalement différents. L'**American way of life** se fonde sur la réussite individuelle et la liberté d'entreprendre, qui se traduisent par la société de consommation. Le modèle de réussite soviétique est collectif : un parti unique dirige le pays et encadre l'économie et la population.

Entre crises et détente

- Berlin est au cœur de la première crise de la guerre froide. L'Allemagne est divisée entre la RFA et la RDA. La guerre de Corée éclate en 1950 en Asie. Les Occidentaux se regroupent au sein de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord).
- Malgré une période plus calme initiée par la mort de Staline en 1953, les tensions reprennent avec la construction du mur de Berlin en 1961. En 1962, la guerre froide connaît sa crise la plus grave à Cuba.
- Les deux grands entrent ensuite dans une période de détente et tentent de négocier des traités de désarmement. L'affrontement se poursuit cependant, entre « course aux territoires » effrénée en Asie et en Afrique et « course à l'espace ».

La fin de la guerre froide

- À partir de 1975, les tensions reprennent. L'URSS puis les États-Unis installent de nouveaux missiles en Europe. Mais l'URSS, épuisée économiquement, ne peut suivre cette course aux armements.
- En 1985, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir et prend des mesures radicales en URSS : la **glasnost** et la **perestroïka**. La chute du mur de Berlin en 1989 met un terme à la domination soviétique en Europe de l'Est. L'URSS implose en décembre 1991.

Vocabulaire

- **L'American way of life** : le mode de vie américain, fondé sur la société de consommation et le respect des libertés individuelles.
- **La glasnost** : programme de réformes pour abolir la censure et rendre la liberté de pensée et d'expression, y compris dans le domaine économique (« transparence », en russe).
- **La perestroïka** : programme de réformes pour améliorer l'économie soviétique et augmenter le niveau de vie (« restructuration », en russe).
- **La satellisation** : domination de pays d'Europe de l'Est (les États satellites) qui deviennent dépendants de l'URSS.

Les premiers pas du projet européen

- Le projet européen est mis en place dans un contexte difficile : sortie de guerre, reconstruction et menace soviétique.
- Insistant sur la réconciliation franco-allemande, les « pères de l'Europe » lancent la coopération économique avec la communauté européenne du charbon et de l'acier (**CECA**) en 1951.
- La construction européenne connaît une nouvelle étape avec les traités de Rome, instituant la **Communauté économique européenne** (CEE) : des politiques communes et un marché commun sans entrave douanière.

La CEE et les premiers élargissements

- La CEE mène à bien ses projets : les douanes entre les États membres sont abolies et des politiques communes sont mises en place, comme la politique agricole commune (PAC) pour la modernisation des campagnes et l'autosuffisance alimentaire. L'**intégration économique** se poursuit.
- L'existence d'institutions démocratiques stables est un critère d'adhésion à la CEE. Les élargissements successifs font passer l'Europe de six à quinze états membres, en 1995.

L'Union européenne et l'élargissement à l'Est

- En 1992, le traité de Maastricht crée l'Union européenne, avec de nouvelles institutions, une citoyenneté européenne et une union économique et monétaire. L'euro entre en circulation en 2002.
- L'UE poursuit son élargissement vers l'Est, pour atteindre 28 pays en 2013. Elle aide les anciens pays de l'Est à combler leur retard économique et social. Plusieurs pays sont encore candidats à l'adhésion.
- En 2016, l'UE est confrontée à de nouveaux défis : une crise majeure de la zone euro et la montée de l'**euroscepticisme**. Une politique sociale européenne est réclamée. L'Europe doit également trouver une réponse commune à la crise migratoire.

Vocabulaire

- **La Communauté économique européenne (CEE)** : fondée en 1957 par les traités de Rome, elle organise un marché commun.
- **La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)** : marché commun du charbon et de l'acier entre les six États membres (1951).
- **L'euroscepticisme** : fait de mettre en doute l'utilité ou la viabilité de l'Union européenne.
- **L'intégration économique** : processus par lequel des pays réduisent entre eux les barrières commerciales.
- **Un marché commun** : union économique de pays où les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement (sans barrière douanière).

Une nouvelle organisation du monde

- Avec la disparition de l'URSS dans les années 1990, les États-Unis deviennent la seule superpuissance. Le monde devient **unipolaire**. Les États-Unis jouent le rôle de « gendarmes du monde ». En 1991, lors de la guerre du Golfe, ils prennent la tête d'une coalition de 29 pays pour repousser l'invasion irakienne du Koweït.
- Ce rôle est de plus en plus contesté dans les années 2000, avec l'affirmation de l'Union européenne, du Japon, ainsi que des puissances émergentes (**BRICS**). Le monde devient **multipolaire**.

De nouveaux conflits

- D'anciens conflits persistent : frontières contestées (Cachemire, Corée), **guerres civiles** (Algérie, Soudan), conflits religieux et conflits liés aux ressources (Moyen-Orient, corne de l'Afrique, Afrique de l'Ouest).
- L'émergence de nouveaux États entraîne de nouveaux conflits, comme en Yougoslavie. Les nouvelles frontières ou les frontières contestées de l'intérieur par des minorités réclamant leur indépendance accroissent cette instabilité et conduisent parfois au génocide.

Nouvelles menaces, nouveaux enjeux

- Depuis les années 2000, le monde est confronté à une menace particulière : le **terrorisme**. Le 11 septembre 2001 marque un tournant par l'ampleur de l'attaque perpétrée par Al-Qaida aux États-Unis. Le président George W. Bush entreprend une « guerre contre le terrorisme », en Afghanistan sous mandat de l'ONU, puis en Irak.
- Des mouvements terroristes comme Aqmi ou **Daech** se nourrissent de l'instabilité du monde, accentuée dans les pays arabes par les révolutions de 2011, et de la grande pauvreté de certaines régions. Ils se financent par des trafics illicites (armes, drogues, antiquités) et la prise de contrôle de ressources naturelles (pétrole).

Vocabulaire

- **Les BRICS** : les BRICS désignent, parmi les pays émergents, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.
- **Daech ou État islamique** : organisation djihadiste et terroriste qui veut établir un califat dans les territoires qu'elle domine, en Syrie et en Irak. Elle est responsable de crimes contre l'humanité fortement médiatisés depuis 2013.
- **Une guerre civile** : conflit entre les habitants d'un même pays.
- **Un monde multipolaire** : monde dans lequel les relations entre pays sont organisées autour de plusieurs puissances.
- **Un monde unipolaire** : domination du monde par une seule superpuissance, les États-Unis, à la fin de la guerre froide.
- **Le terrorisme** : actions violentes destinées à terroriser une population pour atteindre un but politique.